

Accord collectif

**PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE
DES SALARIÉS NON CADRES DES EXPLOITATIONS
DE PÉPINIÈRES ET D'HORTICULTURE
(MIDI-PYRÉNÉES)**

ACCORD DU 24 SEPTEMBRE 2009
RELATIF À LA GARANTIE INCAPACITÉ DE TRAVAIL
NOR : AGRS1097039M

Entre :

La fédération régionale des producteurs de l'horticulture et des pépinières de Midi-Pyrénées,

D'une part, et

L'union professionnelle régionale agroalimentaire CFDT ;

La fédération agroalimentaire et forestière CGT Midi-Pyrénées ;

Les syndicats confédérés FO Midi-Pyrénées ;

Le syndicat national des cadres d'entreprises agroalimentaires CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

En complément de l'accord du 24 septembre 2009 relatif au régime de prévoyance des salariés non cadres des exploitations de pépinières et d'horticulture de la région Midi-Pyrénées, les partenaires sociaux ont souhaité mettre en place une assurance collective et obligatoire couvrant le maintien de salaires des salariés non cadres résultant de l'article L. 1226-1 du code du travail.

Ce faisant les partenaires sociaux entendent simplifier, tant à l'égard des employeurs qu'à l'égard des salariés, les procédures de versement des compléments de salaire en cas d'incapacité temporaire de travail.

Article 1^{er}

Champ d'application

Champ d'application professionnel

Le présent accord est applicable aux employeurs des établissements d'horticulture et de pépinières de la région Midi-Pyrénées.

Par établissements d'horticulture, il faut entendre ceux qui sont spécialisés dans l'exploitation des pépinières et dans la culture des fleurs ainsi que des plantes ornementales et, le cas échéant, dans la commercialisation quant cette dernière constitue le prolongement de l'activité principale, à l'exclusion des cultures maraîchères, sauf si ces dernières sont cultivées accessoirement.

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique aux établissements d'horticulture et de pépinières visés à l'article 1^{er} qui ont leur siège social ou leur agence dans les départements suivants : Aveyron, Ariège, Haute-Garonne, Gers, Lot, Tarn-et-Garonne, Tarn et Hautes-Pyrénées.

Article 2

Entrée en vigueur

Le présent accord entrera en vigueur pour l'ensemble des employeurs visés à l'article 1^{er} :

- le 1^{er} janvier 2010 si son arrêté d'extension est publié avant cette date ;
- à compter du premier jour du trimestre civil suivant la publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel* s'il est publié après le 1^{er} janvier 2010.

Cependant, le présent accord pourra également, préalablement à son extension, être appliqué à compter du 1^{er} janvier 2010, de manière volontaire, par l'ensemble des employeurs et salariés ressortissant à son champ d'application.

Les partenaires sociaux se réservent le droit de renégocier le contenu du présent accord si les circonstances en démontrent l'utilité.

Article 3

Salariés bénéficiaires

Les dispositions du présent accord s'appliquent à tout salarié non cadre ayant 1 an d'ancienneté et plus dans l'entreprise et relevant du champ d'application du présent accord.

Pour les dispositions du présent accord, la condition d'ancienneté est réputée acquise au premier jour du mois civil au cours duquel le salarié atteint 1 an d'ancienneté.

En sont exclus :

- les cadres et personnels relevant de la CPCEA en application des décisions de l'AGIRC et bénéficiant à ce titre du régime de prévoyance et de complémentaire santé défini dans la convention collective du 2 avril 1952 ;
- les VRP ressortissant à d'autres dispositions conventionnelles obligatoires.

Article 4

Garanties

Les partenaires sociaux ont décidé de rendre obligatoire pour les employeurs l'assurance couvrant leur obligation résultant de

l'article L. 1226-1 du code du travail et les charges sociales y afférentes. Cette couverture est financée par les cotisations « Obligation de l'article L. 1226-1 » et « Assurance des charges patronales » à la charge exclusive des employeurs.

Indemnisation correspondante

Après 1 an d'ancienneté dans l'entreprise, en cas d'absence au travail justifiée par l'incapacité résultant de maladie ou d'accident, professionnels ou non, le salarié bénéficiera d'indemnités complémentaires aux indemnités journalières de la sécurité sociale :

- à compter du premier jour d'absence en cas d'accident du travail (hors accident du trajet) ou de maladie professionnelle ;
- à l'issue d'un délai de carence de 7 jours pour les autres arrêts :

Le montant de l'indemnité est fonction de l'ancienneté :

ANCIENNETÉ	DURÉE EN JOURS CALENDAIRES	
	90 % du brut	66,66 % du brut
1 an à 6 ans	30 j	30 j
6 ans à 11 ans	40 j	40 j
11 ans à 16 ans	50 j	50 j
16 ans à 21 ans	60 j	60 j
21 ans à 26 ans	70 j	70 j
26 ans à 31 ans	80 j	80 j
31 ans et plus	90 j	90 j
Sous déduction des prestations MSA brutes.		

Assurance des cotisations sociales patronales

Les cotisations sociales dues sur les indemnités journalières complémentaires résultant de l'article L. 1226-1 du code du travail sont payées par l'organisme désigné et financées par une cotisation « Assurance des charges patronales ».

Article 5

Gestion des garanties

Les garanties prévues à l'article 4 seront gérées par Agri-Prévoyance suivant les conditions et modalités définies aux termes d'une convention de gestion spécifique conclue entre les partenaires sociaux et Agri-Prévoyance, institution de prévoyance, 21, rue de la Bienfaisance, 75008 Paris.

Article 6

Adhésion

Tout employeur relevant du champ d'application du présent accord est tenu d'adhérer au contrat d'assurance pour l'ensemble de ses salariés concernés.

Article 7

Cotisations

1. Assiette

Les cotisations sont appelées pour tous les salariés entrant dans le champ d'application du présent accord sur la base des rémunérations brutes servant au calcul de l'assiette des cotisations sociales, limitées à 4 fois le montant du plafond annuel de la sécurité sociale.

2. Taux de cotisations et répartition

Pour tous les employeurs, le taux de cotisation de la garantie « Obligation de l'article L. 1226-1 » est de 0,40 %. La cotisation correspondant aux charges sociales est de 0,14 %, soit une cotisation globale de 0,54 %, à la charge exclusive des employeurs.

3. Collecte

Les cotisations sont collectées par la MSA pour le compte d'Agri-Prévoyance selon les modalités définies entre eux et la MSA.

Article 8

Dénonciation

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée. Il pourra être dénoncé en respectant un préavis de 3 mois et, sauf conclusion d'un nouvel accord, il cessera de produire ses effets après le délai de 1 an à compter du préavis.

Article 9

Dépôt et extension

Le présent accord est déposé conformément aux dispositions légales et son extension est demandée.

Fait à Toulouse, le 24 septembre 2009.

(Suivent les signatures.)